

# L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365  
75064 Paris Cedex 02  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 284  
jeudi 12 juin 1975

## Pour les 20 millions UN COMBAT DE CLASSE

Une nouvelle fois nous lançons un sérieux appel à tous nos camarades, lecteurs et amis, L'Humanité rouge quotidien a maintenant plus d'un mois d'existence journalière et sa diffusion connaît un succès croissant : dans la plupart de nos points de vente le nombre d'exemplaires vendus progresse et en particulier, ce qui est le plus important, le nombre des lecteurs ouvriers augmente sensiblement.

Ce sont là bien entendu des succès de notre ligne politique et de nos idées révolutionnaires marxistes-léninistes qui suscitent l'enthousiasme des ouvriers avancés, l'accord ou plus simplement la sympathie de milliers d'ouvriers.

Mais ces quelques succès sont obtenus par vous tous qui nous soutenez, financièrement et matériellement de diverses manières. En gagnant la première bataille des 20 millions vous avez permis l'existence du quotidien sur quatre pages, résultat apparemment modeste mais quelle victoire ! Car dans un régime bourgeois si démocratique qu'il se prétende, la liberté de la presse n'est qu'une phrase creuse : liberté pour la bourgeoisie qui dispose de la richesse de sortir tout le papier imprimé qu'elle veut, oui mais, pour des ouvriers, des travailleurs ? La seule solution c'est de s'unir malgré les difficultés et de remplacer les fonds prodigieux dont dispose la grande presse, par l'addition des petites sommes que versent les travailleurs. C'est pourquoi la lutte pour une presse ouvrière révolutionnaire a toujours été une bataille livrée en s'appuyant sur les masses populaires. « L'Humanité » fut un tel journal autrefois, mais depuis pas mal d'années elle est tombée entre les mains d'une clique de traîtres à la classe ouvrière doublés de traîtres à la nation, vendus au social-impérialisme russe : « l'Humanité » est ainsi pourrie et c'est pourquoi cette Humanité - là aujourd'hui ce n'est pas les masses travailleuses qui la font vivre mais les subventions de l'État bourgeois, les largesses publicitaires des gros capitalistes et les « aides » considérables fournies par la clique Brejnev.

Quant à nous il n'y a pas de mystère : nous ne sommes pas de ceux qui sont gênés d'étaler leurs comptes au grand jour, chacun peut calculer le prix des investissements nécessaires à la sortie de notre journal et constater que c'est par la souscription volontaire de nos lecteurs que nous assurons sa sortie.

Nous avons lancé une nouvelle bataille de 20 millions pour le 1er juillet afin de poursuivre la parution du journal, de le faire paraître sur huit pages et d'être présents en kiosques. L'effort engagé par tous dans cette bataille a été certain et onze millions cinq cents mille ont déjà été versés mais il nous faut absolument encore plus de huit millions d'ici au 1er juillet : ce qui veut dire une moyenne d'au moins 400 000 F par jour. Cela est possible ! Par exemple si chacun s'efforce de verser ou de faire souscrire au moins trois francs CHAQUE JOUR.

Cela nécessite des sacrifices c'est vrai, mais c'est possible. Car n'est-ce pas la force des révolutionnaires authentiques de ne pas reculer devant les sacrifices nécessaires ? C'est pourquoi camarades, lecteurs et amis nous vous appelons avec ardeur à vous lancer à fond dans la bataille que nous devons gagner pour que l'Humanité rouge vive et se renforce et qu'elle soit tous les jours PARTOUT en France l'arme de la classe ouvrière dans son combat de classe révolutionnaire.

Henri JOUR

### UN DROLE DE FOU

Un commissaire de la DST se barricade rue de Clichy à Paris et clame les noms de ses collègues impliqués dans l'affaire du « Canard Enchaîné ». Immédiatement la police cerne le quartier, établit des barrages pour que personne n'entende les révélations de ce commissaire.

Et pourtant c'était intéressant ce qu'il clamait ce commissaire, membre de l'équipe de la DST chargée de poser des micros un peu partout. N'a-t-il pas confirmé que la surveillance du territoire n'est pas seulement la protection contre des activités d'espionnage ennemies mais aussi la surveillance des Français sur une grande échelle pour le compte de la bourgeoisie et de son gouvernement du moment.

Mais il doit sûrement être fou comme le dit si bien le préfet de police Paolini. Car monsieur Poniatowski l'avait promis : « Avec moi plus d'écoutes téléphoniques ». Vous n'allez quand même pas dire que monsieur le ministre de l'Intérieur, ministre d'Etat, ministre chargé de l'Aménagement du territoire est un menteur non ? C'est pourquoi l'information selon laquelle un nouveau centre d'écoutes téléphoniques a été ouvert à Boullay-les-Tours est probablement l'œuvre de journalistes en plein délire.

Mais trêve de plaisanterie et laissons les représentants de la bourgeoisie se ridiculiser et se démasquer devant les masses populaires qu'ils essaient de tromper avec leur prétendue société libérale.

### INDEXATION DU PRIX DU PÉTROLE SUR LES DTS

Les pays producteurs de pétrole viennent de décider l'indexation du pétrole sur les « Droits de tirage spéciaux » (moyenne de 16 monnaies) portant ainsi un nouveau et rude coup au dollar. Cette mesure peut faire boule de neige et encourager les pays européens à en faire autant. Nous la commenterons dans notre édition de demain.

### EN SUIVANT LA VOIE TRACÉE PAR FRANCOIS MARTY

meeting organisé par les communistes marxistes-léninistes de Perpignan.

Vendredi 13 juin - 20 h 30  
Salle Arago (Hôtel de ville - Perpignan)

Avec la participation de André Druésne

Vendredi 13 juin - 20 h 30

**MEETING**

Palais de la Mutualité (salle B)

**Femmes, unissons-nous !**

organisé par l'Humanité-Rouge  
avec la participation de représentantes de femmes du tiers monde

(une garderie pour les enfants sera organisée sur place)

## POURQUOI DES ELECTIONS ANTICIPÉES EN FINLANDE ?

Des élections anticipées (le 21 et le 22 septembre prochains) ont été décidées en Finlande.

La démission du gouvernement est principalement due à la détérioration rapide, ces dernières années, de la situation économique et financière du pays.

Le commerce extérieur est en déficit : 5 milliards de markkaa (monnaie finlandaise) ; c'est la hausse du prix du pétrole soviétique et des produits pétroliers soviétiques (7 % des importations finlandaises dans le secteur) qui est cause de cette détérioration. En 1973, le déficit par rapport à l'URSS était de 0,3 milliards. C'est à dire 40 % du déficit du commerce extérieur finlandais.

Inflation, hausse des prix, réduction des exportations, baisse de la production, telle est la situation économique. Le chômage et le chômage partiel ont terriblement augmenté. Et le mécontentement est grand chez les travailleurs et les enseignants qui se sont mis en grève.

Dans ces conditions, les contradictions se sont aiguës dans le monde politique, entre partis au

pouvoir et opposition, au sein des partis du pouvoir eux-mêmes. Le gouvernement a été contraint de démissionner.

Les révisionnistes de Moscou, qui ont en tête de garder en tutelle la Finlande, toute proche et si bien située sur le plan stratégique, sont inquiets. Quand le ministre des Affaires étrangères finlandais Karjalainen est allé à Moscou, à la mi-mai, Podgorny n'a pas mâché ses mots, disant en substance que « l'instable situation politique en Finlande pourrait devenir une arme et un prétexte au service des opposants à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). On connaît quel intérêt les révisionnistes attachent à cette conférence, qui vise à endormir les peuples européens et à cacher les préparatifs agressifs des impérialistes soviétiques ! Podgorny n'a qu'une hâte : stabiliser la situation en Finlande. Donc, il faut faire des élections anticipées... Ce qui est fait... Mais les choses ne sont faciles qu'en apparence pour les maîtres de Moscou ; ils auront encore bien du fil à retordre avec leur conférence de la « sécurité » et de la « coopération » !

## APRES LA REOUVERTURE DU CANAL

### REPORTAGE DANS TROIS VILLES D'EGYPTE

Le correspondant de l'agence « Chine Nouvelle » a récemment visité trois villes égyptiennes proches du canal de Suez : Port Saïd, Ismaïlia et Suez ; toutes trois ont été le théâtre de nombreuses luttes contre les agresseurs sionistes.

Ainsi en 1967 : le 5 juin, profitant de la trahison éhontée de la clique dirigeante révisionniste soviétique vis-à-vis de la cause arabe, et encouragés par les Etats-Unis, les sionistes ont lancé une attaque surprise contre l'Egypte. Une partie du territoire égyptien a été occupée et les villes le long du canal ont été gravement endommagées. Plus de

80 % des constructions dans la ville de Suez et 30 % de celles de Port Saïd ont été détruites tandis que le port de Tewfik et le port de Fouad, ont été complètement rasés. Devant ces attaques la plupart des habitants ont été évacués. Les jeunes sont restés et ont pris courageusement les armes pour défendre la ville avec les forces armées.

Même héroïsme de la population des villes du canal en octobre 1973. Depuis, c'est la reconstruction : après la guerre d'octobre, le gouvernement a décidé de reconstruire les trois villes du canal. Environ un million d'habitants qui avaient été forcés de quitter leur foyer lors de la guerre du « 5 juin » ont commencé à y retourner. Le gouvernement a affecté des fonds à la reconstruction de ces trois villes. Un grand nombre de jeunes gens et d'étudiants sont venus pour participer aux travaux de reconstruction. La vie dans ces trois villes est revenue peu à peu à la normale. La circulation urbaine et la fourniture d'eau et d'énergie électrique ont été rétablies. Environ 70 % des quartiers d'habitation, des écoles, des hôpitaux et des bâtiments administratifs ont été réparés. 15 usines de ces trois villes ont restauré la production complètement ou partiellement.

Tout en reconstruisant les villes le long du canal, le gouvernement égyptien a procédé à d'intenses préparations pour la réouverture du canal (réalisée le 6 juin dernier).

La visite dans la région du canal, qui a permis au correspondant de prendre contact avec la population locale, lui a laissé la profonde impression que l'armée et le peuple égyptiens, occupés à reconstruire leur pays, n'ont pas perdu de vue la possibilité d'une nouvelle agression. Vigilants, ils sont prêts à repousser toute intrusion ennemie.

## DEPECHE

### ETATS-UNIS :

Le nombre officiel des chômeurs est de 8 millions 538 000 fin mai aux Etats-Unis ; 300 000 Américains chômeurs de plus en un mois ! Autrement dit 9 sur 100 travailleurs sont au chômage. Ce pourcentage passe à 15 % chez les noirs et à 40 % pour les jeunes noirs.

### ITALIE :

Encore des grèves massives : le 5 juin, 700 000 travailleurs de la chimie ; 800 000 serveurs des hôtels et restaurants pour demander le renouvellement des contrats. Grève générale dans toute la Calabre également.

### CAMBODGE :

Selon une émission du 6 juin, de la « Voix du FUNK », plusieurs usines phnompenhoises ont repris la production.

## UN APPEL DU PATHET-LAO

La radio du Pathet Lao a appelé, le 7 juin, le peuple lao à abattre les réactionnaires qui l'empêchent de se dresser pour prendre le pouvoir.

« Depuis le 5 mai, la lutte du peuple lao contre l'impérialisme et ses laquais et pour le salut national a connu un nouvel essor. Les régimes réactionnaires locaux de diverses régions ont été renversés l'un après l'autre. Le peuple a établi les nouvelles administrations qui sont les siennes. Il a remporté de grandes victoires en détruisant le système d'oppression et d'exploitation de l'impérialisme américain et ses laquais.

« A l'heure actuelle, un changement subit est intervenu dans la situation au Laos. Le peuple qui désire ardemment vivre sous le nouveau système mène aujourd'hui une lutte à mort contre les réactionnaires tentant de maintenir le vieux système. Soutenus par l'impérialisme améri-

cain, les réactionnaires traîtres qui se sont enfuis en Thaïlande commandent encore à leurs laquais, cachés à l'intérieur du pays, de semer des discordes, de commettre des actes de terreur, de provoquer les forces patriotiques et même de faire des troubles par la force des armes, en se débattant désespérément pour empêcher le peuple de prendre le pouvoir. Nous devons résolument les abattre. Aucun compromis ne sera permis.

Dans l'actuelle situation révolutionnaire, nous devons bien nous rendre compte des présentes tâches principales : renverser les réactionnaires qui cherchent à empêcher le peuple d'accéder au pouvoir, avoir confiance en la puissance des masses populaires, mobiliser la population de toutes les couches sociales et faire rayonner l'esprit révolutionnaire consistant à lancer des attaques continues et à attaquer jusqu'à la fin. »

## PANAMA EN LUTTE POUR SES DROITS SUR LE CANAL

Les négociations entre Panama et les Etats-Unis pour la conclusion d'un nouveau traité sur le canal sont entrées dans la phase cruciale. Les principaux différends entre les deux parties portent sur la durée du futur traité et le démantèlement des bases militaires US dans la zone du canal. Panama veut l'expiration du traité avant la fin du siècle tandis que les Etats-Unis veulent qu'il soit valable au moins pendant 50 ans. Panama exige le démantèlement graduel des 14 bases militaires US dans la zone du canal, tandis que les Etats-Unis insistent sur le maintien de ces bases sous prétexte de « défendre le canal ».

Les Etats-Unis ont été obligés de négocier avec Panama après l'éclatement dans ce pays en 1964 d'une lutte de masse patriotique et anti-américaine en faveur du recouvrement de la souveraineté nationale sur le canal et la zone du canal. Sous la forte pression de la ferme lutte du peuple panamien activement soutenu par les peuples du monde, les Etats-

Unis ont accepté, dans un accord qu'ils ont signé en février 1974 avec Panama, huit principes qui serviront de base à la négociation d'un nouveau traité sur le canal. Selon ces principes, le traité inégal de 1903 qui octroie aux Etats-Unis le droit d'occuper à perpétuité le canal et la zone du canal sera abrogé et la « juridiction » américaine sur le territoire panamien prendra rapidement fin aux termes d'un nouveau traité qui sera conclu entre les deux côtés.

Cependant, depuis la signature dudit accord, les Etats-Unis ont refusé toute négociation sérieuse. Il y a peu de temps, le négociateur américain Ellsworth Bunker à même déclaré que les Etats-Unis voulaient maintenir autant que possible le contrôle sur la terre, les eaux et l'espace aérien autour du canal qu'ils jugeraient nécessaire pour la défense de la voie d'eau.

Mais le peuple et le gouvernement de Panama, activement soutenus par les peuples latino-américains ne sont pas décidés à laisser traîner les choses.

## A propos du traité de non-prolifération nucléaire

### Des champions de la course aux armements

Le traité a été signé en 1968 par l'Union soviétique et les Etats-Unis et est entré en vigueur après sa ratification en 1970. Depuis 1968, l'Union soviétique a exalté avec zèle ce traité en prétendant qu'elle pouvait prévenir toute la prolifération des armes nucléaires. Mais c'est elle-même qui a développé ses armes nucléaires avec une vitesse sans précédent. En 1968, elle n'avait que sept sous-marins nucléaires porteurs de missiles balistiques à longue portée. En 1974, elle en possède 50, soit une augmentation de plus de six fois. En 1968, elle avait quelque 800 missiles intercontinentaux à tête nucléaire ; en 1974, le nombre de ces missiles a doublé, atteignant 1 500. Pour rattraper et dépasser son adversaire dans les domaines des armes nucléaires et des véhicules porteurs, le révisionnisme soviétique a procédé, rien qu'en

1973, à une centaine d'essais de lancement de missiles balistiques intercontinentaux et à une dizaine d'essais nucléaires souterrains. Ses essais nucléaires sont devenus encore plus fréquents l'année dernière.

Pour ne pas se laisser distancer, l'impérialisme US a déclaré ouvertement qu'il ne tolérera pas tout cela mais il réagira. C'est pourquoi, ses dépenses militaires pour 1973 ont augmenté en flèche, atteignant plus de 90 milliards de dollars ; un record historique.

L'Union soviétique et les Etats-Unis n'ont fait aucun pas vers le désarmement nucléaire. Au contraire, ils se lancent avec tous leurs efforts dans la course à l'armement nucléaire. Cela fait peser une menace sérieuse sur la sécurité des peuples du monde.

## QUE CACHE LA FETE DES MERES ? à l'école

Tout d'abord un MENSURAGE : On fait croire à la mère que l'objet offert a été réalisé par l'enfant seul. Elle s'étonne bien un peu de la différence avec sa maladresse à la maison : l'école fait vraiment des miracles !!

L'enfant n'offre pas ce qu'il sait faire mais ce qui rapporte à l'école. Toute la « production » enfantine est axée vers des objets décoratifs plus ou moins bizarres. Aucun objet utile simple n'est construit par le bambin car il serait probablement invendable. Or la directrice ou le directeur de l'école ont absolument besoin de renouveler leur petit stock de matériel. Il faut donc vendre à tout prix, s'adapter à ce que veut la clientèle, maintenir surtout dès le plus jeune âge l'école coupée du travail et génératrice de nombreuses illusions.

Ainsi, l'institutrice réalise suivant l'âge de l'enfant, de 50 à 90 % du travail pour confectionner le fameux cadeau. Mieux, certaines mères d'élèves dévoués et serviables ou aimées des maîtres ont parfois mis la main à la tâche, faisant courir la machine à coudre sur les petits tabliers dont l'enfant a seulement brodé la poche, montant un fil électrique et la douille sur un socle de lampe, etc.

Depuis plusieurs années, le Capital veut revenir sur une conquête des travailleurs du passé : la GRATUITE DE L'ECOLE LAIQUE. La fête des mères lui permet de faire quelques écono-

mies et surtout de les faire accepter comme quelque chose de bienfaisant, de naturel.

En effet, le « cadeau » est accompagné d'un petit papier portant le nom de l'enfant et le prix de l'objet !! à remettre au plus vite. Celles qui oublient ou rechignent se font rappeler à l'ordre et il arrive que la directrice profère des menaces de sanction contre l'enfant.

Même les Directrices(teurs) dévoués — il en reste quelques-uns — et une grande partie des maîtres vous expliquent que c'est le seul moyen pour eux d'avoir l'argent nécessaire à l'achat de matériaux pour les travaux manuels, du matériel

pour les maths modernes, des instruments de musique pour les passionnés, du matériel d'éducation physique, etc. L'Etat capitaliste n'est pas très généreux pour son école qui ne rapporte pas !

Pour que l'école tourne, il faut donc trouver de l'argent ailleurs. Ailleurs ? Dans les poches des parents, bien sûr. Il fallait y penser ! Quelle mère odieuse oserait refuser de payer pour acquiescer le « cadeau » de son enfant, n'est-ce pas ? Et le tour est joué.

— un petit vase de 15 cm de haut et de 5 ou 6 cm de diamètre : 8,50 F (décoré par l'enfant,

souvent après que le maître ait fait le dessin lui-même)

— une lampe de chevet : 35 F  
— une assiette décorée par l'enfant (dessin par le maître en maternelle) : 12 F  
— un petit tablier de coton, brodé par l'enfant : 25 F  
— un coussin peint ou brodé : 25 F, etc.

Quant aux révisionnistes, ils se font les plus ardents partisans de ces marchandages. Leurs municipalités sont un modèle du genre. Il est vrai qu'ils sont aussi on le sait depuis longtemps, pour la femme au foyer.

## La réforme du divorce

L'Assemblée nationale vient de voter le projet de loi sur le divorce. Le débat n'est pas terminé pour autant puisque le Sénat doit s'en saisir à son tour prochainement. Il est donc trop tôt pour se prononcer sur un texte de loi définitif. Les divorces sont actuellement nombreux en France, l'oppression du système capitaliste n'est pas étrangère à ce fait.

Chacun sait que le code civil français s'est toujours montré plus préoccupé des biens que des personnes. Rien d'étonnant donc que les règles en matière de divorce en vigueur aient reflété cet état d'esprit, aggravé par une pression de l'Eglise tentant de maintenir indirectement le

caractère « indissoluble » du mariage. Jusqu'ici, pour pouvoir divorcer, il fallait encore faire la preuve d'adultère, coups et blessures ou injure grave, ou condamnation à une peine de prison. En dehors de l'un de ces trois cas, strictement énumérés, le divorce pouvait être refusé par la volonté d'un seul des époux. Le fait que la loi française reconnaisse enfin le divorce par consentement mutuel est donc un progrès sensible qui mettra fin à une procédure hypocrite et écœurante (fabrication de fausses lettres d'injures, etc.) de même que le fait qu'une séparation de fait de plus de 6 ans entraîne automatiquement le divorce mettra fin à des situations pénibles et inextricables. Tout

ne sera pas réglé pour autant par ce texte, bien évidemment. Notamment la situation difficile de femmes se retrouvant seules, sans avoir jamais travaillé auparavant, et qui devront affronter, sans qualification professionnelle, une situation de l'emploi où le chômage sévit.

Enfin, il est un point que les législateurs se sont bien gardés d'évoquer jusqu'ici : c'est celui du coût du divorce. Actuellement il est au bas mot, de 6 000 francs pour un divorce « simple ». C'est donc un luxe réservé aux riches. Nous devons exiger que cesse cette discrimination par l'argent et que la procédure de divorce soit rapide et peu coûteuse.

## REPORTAGE EN ALGERIE

### Un village de la révolution agraire

A 20 km de Djidjelli, il apparaît soudain, adossé à la mer, ses coquettes maisons regroupées autour d'une vaste place décorée d'une fontaine, flambant neuf : c'est il y a un an seulement que le président Boumediène en personne est venu inaugurer ce village de la révolution agraire, symbole de l'Algérie nouvelle.

Les 180 familles de paysans pauvres, attributaires de terres, qu'il regroupe n'ont sans doute pas encore eu le temps de s'habituer à cette nouvelle vie qui commence avec le village, tant elle bouleverse profondément leurs conditions d'existence antérieures.

Nous parcourons les rues du village, brillamment éclairées, le soir, par de hauts lampadaires. Chacune des maisons, grandes ou petites, selon les besoins de la famille, dispose du butagaz, de l'électricité, des meubles indispensables. De l'eau courante aussi, bien sûr ! Et pour les femmes algériennes qui habitent maintenant ces maisons, que de choses représentent ce simple geste de tourner un robinet ! Invisibles pour elles les longues courses dans la montagne, ploquées

sous le poids des lourdes cruches kabyles, finis la boue et le froid, et aussi l'inquiétude quand les enfants sont malades ; le centre médico-social se trouve à deux pas, sur la grande place qui rassemble tous les services : le boulanger, le boucher, le marchand de fruits et légumes, la salle de fête polyvalente, le bain maure, l'école et la mosquée.

Les rues et les trottoirs sont soigneusement bitumés, des espaces de terrain labourés, cet été, sans doute, il y aura des fleurs ; et aussi un terrain de sports à la sortie du village, tout à côté de l'aire de jeux déjà aménagée pour les enfants, avec ses balançoires dressées face à la mer.

Quelle différence avec ces sinistres villages morts qu'on rencontre encore dans la montagne ! « Villages de regroupement » du colonialisme français, camps de concentration à peine camouflés où sévissaient la répression et l'humiliation. Ils sont maintenant, pour la plupart, abandonnés, désertés par les paysans qui ont toujours refusé d'y demeurer.

Tout à côté de la place, on nous désigne un groupe de 10 maisons. Ce sont les logements obligatoirement réservés aux travailleurs émigrés qui retournent au pays. Car l'Algérie n'oublie pas les trois millions de ses enfants que le colonialisme et ses séquelles ont contraints à l'exil.

En levant les yeux, on aperçoit, un peu plus haut dans la montagne, dispersés, les toits de branchages de gourbis, entourés de haie de figuiers de barbarie. C'est là que vivaient sans doute certains habitants du village. C'est dans ce genre de masures que vivent encore, durement, tant de paysans algériens. C'est pourquoi il faut aller de l'avant dans l'application de la révolution agraire. Et faire vite !

Déjà 9 villages semblables à celui-ci ont commencé de vivre. 1 000 autres sont en projet, dont 300 doivent être achevés sous l'actuel plan quadriennal. Ils doivent prendre la relève de 8 000 hameaux, villages, douars bombardés, incendiés, détruits sauvagement pendant la guerre coloniale.

Dans un souci de décentralisation maximum, les autorités

locales ont reçu toute liberté d'initiative pour définir le type de construction de ces villages pilote, à condition, toutefois, qu'ils répondent obligatoirement à certaines règles :

— utilisation de matériaux locaux,  
— respect de l'architecture locale,  
— respect des équipements collectifs fixés par le plan.

En améliorant considérablement le niveau de vie des paysans pauvres, en travaillant à réduire l'écart entre la ville et la campagne, en s'opposant à l'exode rural, ces villages sont un atout de la révolution agraire dont l'enjeu est si lourd : gagner la bataille de la production agricole et, par là, consolider l'indépendance du pays.

Mais si les murs, la maçonnerie, sont déjà une victoire, il en est d'autres à remporter, nous explique le responsable algérien qui nous accompagne. Il faut maintenant donner vie à ces nouveaux villages, en faire des communautés responsables et fraternelles, basées sur l'entraide et la coopération, en marche vers le progrès. Cette bataille là aussi a commencé d'être gagnée.

# Vive l'unité des communistes marxistes-léninistes d'Europe

Au fur et à mesure que la situation internationale évolue, que la lutte des peuples du monde et principalement du tiers monde s'approfondit et porte à l'impérialisme et à l'hégémonie des coups toujours plus efficaces, que la rivalité entre les deux superpuissances s'aiguise particulièrement en Europe point-clé de cette rivalité, que l'éventualité d'une troisième guerre mondiale se fait plus précise, l'unité de vues et d'actions des avant-gardes révolutionnaires prolétariennes d'Europe se renforce.

Les faits sont là, que personne ne peut nier, qui montrent de plus en plus ouvertement les préparatifs de guerre auxquels se livrent fébrilement l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe, d'ores et déjà l'une et l'autre superpuissances osent de moins en moins parler de «détente» internationale, en même temps chaque jour qui passe prouve que le danger principal en Europe est le social-impérialisme pour diverses raisons dont les moindres ne sont pas sa supériorité militaire en Europe et l'action de ses cinquièmes colonnes, les partis révisionnistes.

Sans cesse de nouvelles manœuvres, de nouvelles ingérences, infiltrations, vexations mettent en lumière que les deux superpuissances, et surtout le social-impérialisme, entretiennent de nombreux foyers de guerre. Chaque jour vient confirmer qu'aucun peuple d'Europe ne saurait faire triompher la révolution prolétarienne dans son pays sans se préparer à défendre son indépendance nationale.

C'est sur la base de l'analyse marxiste-léniniste de la réalité que se consolide chaque jour davantage l'unité des partis communistes marxistes-léninistes d'Europe. Cette unité s'est déjà manifestée concrètement lors de la Conférence des partis d'Europe du nord réunie en janvier 1975, lors de la journée internationale de commémoration de la victoire de la Commune de Paris organisée le 16 mars 1975 par «L'Humanité-Rouge», dans diverses déclarations communes de partis frères, etc.

C'est également pour souligner cette unité de vues et d'actions sans cesse grandissante que nous publions ci-dessous de larges extraits d'articles de «Roter Morgen» organe central du Parti communiste d'Allemagne/marxiste-léniniste, «Gnistans» organe central du Parti communiste suédois/marxiste-léniniste, et «Clarté et l'Exploité» organe du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique.

## ACTIONS

### DU KPD/ML

### A L'OCCASION

### DU 8 MAI 1945



Le 10 mai, les révisionnistes allemands du D«K»P ont organisé, avec d'autres organisations révisionnistes, une manifestation à Francfort rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes, dans le cadre de la campagne orchestrée par les sociaux-impérialistes pour l'anniversaire du 8 mai 1945. Les camarades du KPD/ML (Parti communiste d'Allemagne/marxiste-léniniste) ont distribué pendant cette manifestation des milliers de tracts contenant la déclaration du Comité central du KPD/ML faite à l'occasion du 8 mai, qui soulignait notamment :

«A l'instar des anciens tsars de Russie, les maîtres du Kremlin ont transformé l'Union soviétique jadis socialiste en une prison fasciste des peuples, ils aspirent à devenir les maîtres des océans et des continents. Les maîtres du Kremlin sont les héritiers du fascisme hitlérien... Alors que l'Union soviétique de Lénine et de Staline était l'ami le plus fidèle du peuple allemand dans la lutte contre le partage de la nation, contre la suprématie de l'impérialisme américain et la renaissance du

capitalisme à l'ouest, l'Union soviétique impérialiste est aujourd'hui l'ennemi le plus dangereux de tout le peuple allemand... Il est aujourd'hui indispensable que les peuples d'Europe et du monde entier s'opposent à l'impérialisme américain et surtout au social-impérialisme soviétique, avec la même unité qui jadis conduisit à la victoire sur le fascisme hitlérien».

Comme à Francfort, les camarades du KPD/ML ont, dans de nombreuses autres villes, au cours de meetings et de rassemblements, mené la lutte contre les slogans de «paix» et de «détente» des révisionnistes du D«K»P, cette cinquième colonne du social-impérialisme russe. A Berlin, par exemple, s'est tenu un meeting avec 400 participants. Un orateur, dans son discours, y dénonça entre autres la militarisation de l'économie de l'Union soviétique où «chaque rouble extorqué à nos frères de classe d'Union soviétique, de Pologne, Tchécoslovaquie ou RDA, sert à la préparation de la prochaine troisième guerre mondiale».



## LA FINLANDE DE PLUS EN PLUS DÉPENDANTE

### DU SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE

Dans son No 18, l'hebdomadaire du Parti communiste suédois marxiste-léniniste (SKP ml), «Gnistans», rapporte plusieurs faits cités dans la presse finlandaise à propos des relations soviéto-finlandaises.

Après avoir relaté plusieurs faits dont l'arrestation d'un espion travaillant pour le compte de Moscou, les pénétrations répétées de châlutiers russes dans les eaux territoriales de la Finlande, etc., l'article de «Gnistans» explique comment, en raison de la restauration du capitalisme depuis Khrouchtchev, la bourgeoisie finlandaise a changé de tout au tout son attitude vis-à-vis de l'URSS.

«Autrefois, la bourgeoisie finlandaise était résolument antisoviétique. Elle a entraîné la Finlande aux côtés d'Hitler pendant la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, ses sentiments sont tout autres. La liaison avec l'URSS est considérée comme positive. Kekkonen, le président finlandais, expliquait lors du 25e anniversaire du pacte d'amitié et d'aide avec l'URSS :

«Nous ne faisons pas du traité de 1948 un modèle pour d'autres pays, mais nous faisons de nos résultats un modèle pour nous, à savoir une coopération constructive basée sur la confiance entre États à systèmes sociaux différents. Voici la vraie finlandisation... nous la recommandons pour l'usage général.»

### DES PROFITS EN PRÉVISION

«Une raison de ce revirement est que le capital monopoleur fait des profits dans la coopération avec l'URSS. L'industrie des chantiers navals par exemple a traversé la crise mondiale actuelle sans être touchée, parce que 60 % de l'exportation de bateaux va vers l'URSS. En plus, la coopération avec l'URSS offre au capital monopoleur finlandais la possibilité de participer à l'exploitation du tiers monde. En février 1974, par exemple, a été conclu un traité de coopération au sujet de la construction de centrales électriques dans d'autres pays. Cinq sociétés finlandaises, ainsi que la société soviétique Technokomexport, participeront à des projets de constructions, entre autres en Iran et en Irak. Mais la coopération ne se fait pas sur un pied d'égalité, mais selon les conditions fixées par l'URSS. La dépendance économique de la Finlande par rapport à l'URSS est très grande (...)

### PROFITS PÉTROLIERS POUR L'URSS

«14 % de l'exportation de la Finlande va vers l'URSS, tandis que la part des importations soviétiques en Finlande est passée de 12,5 % à 18,3 %. L'exportation soviétique s'est

accrue de 127 % pour atteindre 4,7 milliards. C'est surtout l'augmentation des produits pétroliers qui a amené ce résultat.

«Les Finlandais ne tirent nullement profit de leur traité avec le Comécon. L'année dernière, ils ont dû payer 3,1 milliards de marks\* pour la même quantité de pétrole brut qu'ils ont payé 1 milliard en 1973. Ils ont payé plus cher le pétrole brut soviétique que le pétrole provenant de l'Arabie Saoudite et du Venezuela. En mai 1974, les Finlandais ont payé le pétrole vénézuélien entre 250 et 260 marks la tonne. A la même époque, le pétrole soviétique coûtait 352 marks la tonne.

## LA FINLANDE EST DE PLUS EN PLUS DÉPENDANTE

«La Finlande dépend fortement de l'énergie soviétique. Toute l'importation du gaz naturel, du gas-oil et du fuel, provient de l'URSS, ainsi que 70 % du pétrole brut et plus de 40 % de combustibles divers. Des quantités de plus en plus importantes d'énergie proviennent de l'URSS. En tout, la Finlande importe 45 % de ses besoins énergétiques de l'URSS. La dépendance est également forte quant aux matières premières, par exemple du coton et du minerai de fer.

«Afin de pouvoir rembourser son important déficit commercial (1,9 milliard de marks l'année dernière), la Finlande a été incluse dans «la division internationale du travail» soviétique.

«Des entreprises finlandaises sont actuellement en train de construire des établissements techniques, des routes et des chemins de fer pour l'usine sidérurgique de Kostamus dans la Carélie soviétique. De la même façon, trois sociétés finlandaises participent à la construction de hauts fourneaux à Norilsk dans le Nord de la Sibirie.

«D'autre part, les sociaux-impérialistes considèrent que la Finlande ne doit pas construire d'aciéries, de centrales atomiques ou développer l'industrie des locomotives électriques, ainsi que l'a déclaré Juri Pisculov, un haut fonctionnaire au ministère du Commerce extérieur de l'URSS, dans le journal «Kan San Uutiset», le 9 juin 1974. Lorsque les Chemins de fer finlandais allaient acheter des locomotives électriques, le parti social-démocrate finlandais parlait en faveur de locomotives finlandaises jusqu'à l'automne 1968, quand le premier ministre, M. Koivisto, est allé à Moscou. A son retour, il déclara que des «intérêts nationaux» exigeaient que les locomotives soient «commandées à l'URSS.»

(\*) 1 mark finlandais vaut environ 1,15 francs.

# Le choix des avions militaires et la lutte pour l'indépendance nationale

Dans son numéro 94, l'organe du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, «*Clarté et l'Exploité*», traite du problème posé à la Belgique par l'achat d'avions militaires pour un montant de 30 milliards de francs belges.

L'article rappelle que dans un premier temps le PCMLB s'est opposé à cet achat, tout en se démarquant «*de ceux dont l'antimilitarisme virulent... est le paravent du militarisme russe encore plus virulent*». La position du PCMLB, est-il expliqué, se fonde sur le fait que «*l'armée est intégrée dans l'OTAN, organisation agressive de l'impérialisme américain*».

A cette époque, poursuit «*Clarté*», «*nous ne concevions la lutte (contre les deux superpuissances) que comme une lutte menée conjointement contre l'OTAN et contre l'organisation du Pacte de Varsovie*».

Mais il faut «*voir ce qui change*». En ce moment, les faits évoluent rapidement... La lutte centrale pour les révolutionnaires, c'est la lutte contre les deux superpuissances dont la rapacité, les manœuvres agressives, l'affrontement et les confrontations conduisent à une troisième guerre mondiale.

«*Le déclin de l'impérialisme américain s'accroît rapidement (tandis que) le social-impérialisme russe n'a jamais été plus puissant (...)* L'arme que (le social-impérialisme) dirige contre l'Europe de l'Ouest, vers laquelle lorgnent les deux superpuissances, est de loin supérieur à celui des USA et de l'OTAN ; sa flotte de guerre en Méditerranée est plus importante que celle des USA ; un rideau de sous-marins soviétiques équipés de roquettes à tête nucléaire est dressé autour des côtes de l'Atlan-

tique du Cap Nord au large du Maroc. Non seulement ce déploiement agressif est un immense danger pour les pays d'Europe occidentale, mais ce danger s'aggrave du fait que le social-impérialisme russe conduit ses menées agressives en se drapant du drapeau rouge et du fait que les partis révisionnistes de tous pays sont des cinquièmes colonnes à son service.»

Dans cette situation, «*Les communistes marxistes-léninistes appuient tout ce qui renforce l'union et la lutte pour l'indépendance nationale, contre l'hégémonie des deux superpuissances. Tout ce qui va dans ce sens mérite d'être soutenu sans restriction. Nous devons soutenir et impulser tout effort d'union des pays et des peuples d'Europe contre les deux superpuissances. Nous devons soutenir et impulser tout effort visant à unir les pays d'Europe occidentale au tiers monde, contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe*».

Aujourd'hui, explique en substance l'article, les évolutions de la situation internationale font apparaître des tendances nouvelles dans la bourgeoisie belge. «*Il ne fait pas de doute que dans un passé très récent, aucun gouvernement belge n'aurait hésité*» entre l'avion français et l'avion américain ; la bourgeoisie plaçait entièrement la Belgique sous «*la protection américaine*». Mais «*Les revers qu'il a subis ont prouvé que l'impérialisme américain est toujours prêt à lâcher ses alliés ; il est ébranlé et devant une agression soviétique, il risque de ne pas peser lourd*».

De sorte que, prenant peu à peu conscience de cette réalité, «*le gouvernement montre l'intention de s'orienter vers le choix de l'avion*

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



ORGANE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE BELGIQUE

HEBDOMADAIRE

16 pages — 4 francs

Paraît le jeudi 20

du mercredi 16 février 1975

Numéro 94

N° 81

et L'EXPLOITÉ

français... Le choix de l'avion français serait le meilleur possible, il favoriserait la constitution d'une industrie aéronautique européenne puissante ; il se placerait dans la perspective d'un renforcement de l'union défensive des pays d'Europe occidentale ; il se placerait dans le cadre d'un distancement de l'impérialisme américain et de l'OTAN, tout en s'inscrivant contre le social-impérialisme russe ; (bref) il irait dans le sens de la lutte pour l'indépendance nationale.

«*Cependant, nous ne pouvons nous faire aucune illusion. D'abord parce que l'avion français n'est pas encore choisi et les pressions américaines et otaniennes ne manquent pas. Cependant quel que soit le choix final, ce serait une faute de ne pas voir ce qui change, de ne pas voir l'apparition parmi la bourgeoisie belge de fractions qui sont prêtes à lutter contre l'hégémonie*».

L'article conclut : «*Il faut voir les événements dans leur développement, constater une évolution positive et en tenir compte. Il faut soutenir tout pas en avant en direction de l'indépendance nationale et lutter pour qu'il y en ait un second, puis un troisième et cela jusqu'à ce que cette marche soit franche*».

«*La lutte contre l'hégémonie ne se limite pas aux seuls pays d'Europe occidentale. Contre les*

deux puissances de proie, ils doivent s'unir entre eux mais encore ils doivent s'unir aux pays du tiers monde, force motrice de l'histoire. Là aussi la bourgeoisie ouest-européenne, y compris la bourgeoisie belge, est toujours susceptible de faire marche arrière...»

«*Il est évident que dans le combat central, le combat pour l'indépendance nationale et contre les deux superpuissances, c'est la classe ouvrière qui est la force fondamentale. C'est elle qui doit lutter de la façon la plus décisive, cela fait partie de son combat de classe. Il appartient donc à notre parti et aux forces populaires de renforcer la dénonciation de l'impérialisme américain et du social-impérialisme russe ; il faut critiquer la politique du gouvernement, faire pression sur lui, soutenir ceux qui accomplissent des pas en avant et en exiger d'autres, stigmatiser ceux qui ne veulent pas avancer et ceux qui reculent. Il faut aussi développer une campagne sans faiblesse contre les laquais de l'impérialisme américain et les valets du social-impérialisme russe. Il faudra arracher les masques de ceux qui dissimulent leur sale besogne d'agents de l'ennemi dans les plis d'un drapeau rouge usurpé. Il faudra démasquer toutes les turpitudes, unir largement pour isoler la petite poignée d'ennemis*».

« Etre attaqué par l'ennemi est une bonne chose »

## LE P" C" F ATTAQUE VIOLEMMENT "PAYSANS-TRAVAILLEURS"

Nous savions déjà que lors du Congrès du MODEF, les dirigeants révisionnistes ne s'étaient pas gênés d'attaquer à huis clos de manière violente le mouvement «Paysans-Travailleurs».

Pour ce qui était de leur presse officielle, les révisionnistes se limitaient jusqu'à présent à des attaques sur les formes de luttes de ce mouvement syndical paysan. Mais jamais sur le fond, c'est-à-dire sur le contenu de sa ligne politique.

Aujourd'hui c'est fait.

«*La tendance «Paysans-Travailleurs» qui se prétend opposée aux dirigeants de la FINSEA : bienvenue de la politique gouvernementale, qui se dit à gauche et même révolutionnaire et qui a été à l'origine de l'action menée à la «Vigne Marou», ne fait jamais dans ses tracts ou dans son journal «Vent d'Ouest» référence au Programme commun*». (Extrait de «*La Terre*» du 28 mai, supplément Bretagne - Pays de Loire).

Des paysans qui refusent qu'une partie du poids de la crise monopoliste leur tombe sur les épaules, qui engagent des luttes dures, victorieuses de surcroît, et qui veulent renforcer leur lien de combat anticapitaliste avec la classe ouvrière, mais qui sur le plan politique refusent le révisionnisme, voilà le fond de cette attaque.

C'est, ni plus ni moins, l'aveu de l'échec de leurs tentatives multiples, visant justement à ce que ce mouvement se mette sous la tutelle d'une manière ou d'une autre de la direction révisionniste du P«C»F.

Malheureusement pour eux c'est exactement le contraire qui arrive.

Les paysans du mouvement «Paysans-Travailleurs» connaissent bien les agissements exacts des révisionnistes, notamment dans le Morbihan, lors des événements de Pontivy (voir La Fauçille No 5-6), ou au moment de la lutte à la «Vigne Marou». Voilà pourquoi ils ne veulent pas du révisionnisme.

Voilà qui explique en retour la hargne des pontes du P«C»F dans leur soi-disant journal paysan.

Les «Paysans-Travailleurs» apprécieront sans doute d'être assimilés à la Fédération «bienvenue de la politique gouvernementale», alors que :

- d'une part, les Paysans-Travailleurs ont été les seuls jusqu'à présent à engager la lutte contre cette centrale qui défend les intérêts de la bourgeoisie rurale et des propriétaires fonciers,

- et d'autre part, deux responsables révisionnistes du P«C»F viennent de se faire élire au conseil d'administration de la Fédération lors de son dernier congrès.

Les révisionnistes veulent à tout prix renforcer leur influence dans la

paysannerie. C'est ce qu'a montré la conférence des partis révisionnistes d'Europe occidentale les 20 et 21 mai à Paris (voir HR No 280). Seulement ils rencontrent une opposition de plus en plus ferme de la part des paysans anticapitalistes, dont la sympathie pour les pays socialistes comme la Chine et l'Albanie est bien connue.

Ils veulent y renforcer leur influence parce que les campagnes représentent, dans la situation actuelle, une zone stratégique pour les préparatifs de guerre d'agression du social-impérialisme russe.

Quant à nous, nous avons confiance dans la paysannerie exploitée révolutionnaire de notre pays. Et, malgré les divergences de vue qui peuvent exister sur telle ou telle question avec le mouvement «Paysans-Travailleurs», nous les considérons comme minimales et résolubles par la liaison de la discussion franche et fraternelle et de la pratique révolutionnaire.

A coup sûr, la masse de la paysannerie travailleuse de notre pays renforcera des liens avec le prolétariat révolutionnaire et son Parti. C'est là notre volonté et notre conviction.

Encore disponible  
des numéros 8 de

la Fauçille

L'ex. 1,50 F.

Adresse :  
17 rue du Sentier  
75002 Paris



## INTERVIEW

### D'UN ANCIEN DIRIGEANT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (M-L)

**Q — Comment caractériser la G.R. ?**

R — Créée en 1972 à la suite d'une scission du PSU, la Gauche Révolutionnaire se rattache dès le départ au courant du gauchisme moderne : prétention de la petite bourgeoisie à se substituer au prolétariat pour diriger la révolution, négation du rôle historique de celui-ci, de l'histoire du mouvement ouvrier et communiste, de la nécessité d'un parti unique, etc.

Mais la caractérisation principale de la G.R. est qu'elle a fait objectivement le jeu du révisionnisme et du social-impérialisme. Constitué sur la base d'une référence très vague au marxisme-léninisme et à la Chine, la G.R. développa pendant de longs mois une ligne politique en rupture totale avec celle du Parti communiste chinois sur les questions internationales et celle de l'Humanité-Rouge en France.

Quelques exemples : la G.R. a longtemps estimé que le P«C»F était réformiste et qu'il ne fallait pas exclure sur tel ou tel point des actions communes, que seules des actions dirigées contre la bourgeoisie permettaient à cha-

cun de choisir son camp. Certains camarades ont ainsi appelé à voter Union de la Gauche aux Législatives de 73 pour que les révisionnistes se démasquent. En général ce fut la politique de la démarcation concrète : être meilleurs que les révisionnistes dans les luttes.

De la même façon la G.R. considérait l'impérialisme français comme l'ennemi principal : nous étions en France et les deux superpuissances ne nous concernaient guère. Si la G.R. considérait que le capitalisme avait été restauré en URSS, il n'était pas question de social-impérialisme, encore moins de sa nature agressive. Quant à l'indépendance nationale, c'était en quelque sorte à la bourgeoisie de s'en occuper.

Bref sur les questions décisives de la lutte de classes la G.R. développait une ligne qui renforçait l'influence du révisionnisme dans la classe ouvrière, qui masquait la nature de classe du social-impérialisme et donc renforçait ses visées agressives.

**Q — Sur quoi a porté la lutte de lignes à l'intérieur de la G.R. dans le cadre du processus de ralliement ?**

R — Bien évidemment sur la question du Parti, de sa nécessité, de sa construction et de son édification : en sommes-nous aujourd'hui à réunir les mille et une conditions préalables à la construction du parti du prolétariat, ou à l'édifier sur la base des principes communistes et de leur application créatrice à notre réalité.

Nous avons dû combattre durement l'idéologie bourgeoise dans nos propres rangs, l'esprit de fraction, l'esprit de secte propre à la petite-bourgeoisie, nous avons dû lutter pour nous emparer de l'esprit de parti, des principes marxistes-léninistes, des

acquis du Mouvement communiste.

Mais c'est sur la question de la ligne politique que le processus de ralliement a été mené à bien. Nous nous sommes posés la question décisive : quelle politique avons-nous faite, quelle classe avons-nous renforcée ? Et ceci en confrontant, dans le cadre d'un bilan autocritique, notre pratique antérieure, dans tous les domaines, aux principes communistes, aux acquis du Mouvement communiste international et de notre pays, à la ligne de l'avant-garde prolétarienne.

Les questions décisives ont porté sur l'analyse de la situation internationale, de ses répercus-

Il y a un an se tenait le IIe Congrès de la Gauche Révolutionnaire (ml) où fut prise la décision de dissoudre cette organisation et d'appeler ses militants à rallier l'Avant-garde prolétarienne de notre pays dont l'H.R. fait entendre la voix. Ce congrès marquait une étape décisive dans l'unification des marxistes-léninistes de notre pays. Nous avons donc demandé à un ancien dirigeant de la G.R. de faire le point sur le processus de ralliement.

(Le Comité de Rédaction)

sions en France et des tâches qui en découlent, de la nature de classe du révisionnisme moderne des dirigeants du P«C»F.

La lutte de ligne a été particulièrement acharnée sur la question de la lutte sans merci contre le révisionnisme agent du social-impérialisme face à la poignée de ceux qui prétendaient qu'attaquer de front le révisionnisme était faire de l'anticommunisme, que défendre l'indépendance nationale était faire le jeu et se mettre à la remorque de la bourgeoisie.

Ainsi certains militants pensaient qu'il suffisait d'être les meilleurs défenseurs des travailleurs dans la lutte de classes pour arracher la classe ouvrière à l'emprise du révisionnisme moderne et se refusaient à attaquer frontalement les dirigeants du P«C»F en tant que traîtres au prolétariat et à la nation, en tant que sociaux-fascistes. Ou encore mettaient sur le même plan la lutte contre les deux superpuissances et en particulier le social-impérialisme russe, danger principal en Europe, et l'impérialisme français.

**Q — Quel rôle ont eu les analyses du Parti communiste chinois et de l'Humanité-Rouge ?**

R — Ce rôle a été décisif, il faut bien le comprendre. La victoire de la ligne prolétarienne à l'intérieur de la G.R. n'a pu exister qu'en prenant appui sur celle des camarades chinois et donc de l'ensemble des communistes marxistes-léninistes dans le monde. Le choix est apparu clairement à l'ensemble des militants entre la défense de la ligne communiste et l'opposition à celle-ci sous prétexte que nous sommes en France et non en Chine et que l'analyse de la situation internationale n'est donc pas la même.

La juste ligne de l'Humanité-Rouge, la pratique d'unité que les camarades de l'H.R. ont développé systématiquement à l'égard des militants de la G.R. ont directement contribué au ralliement. C'est sur la base de la reconnaissance de la justesse de la création du PCMLF en 1967, de la ligne idéologique, politique et organisationnelle de l'Humanité-Rouge que l'unification s'est faite.

C'est ainsi que les camarades de l'Humanité-Rouge ont développé un patient travail d'unité d'action à la base avec les militants de la G.R., qu'ils ont répondu à l'ensemble des questions sur la création du parti en 1967, sur les luttes de lignes qui se sont déroulées, sur la ligne idéologique, politique et organisationnelle, dans le souci d'éduquer les militants de la G.R.

Ce travail patient a vu son couronnement à l'occasion de la

campagne faite en commun, sur les positions et sous la direction de l'Humanité-Rouge, lors des élections présidentielles de 1974 et pour la manifestation du 1er Mai. C'est quelques semaines plus tard que se tenait le IIe Congrès de la G.R. qui marquait une nouvelle victoire dans l'unification des marxistes-léninistes au sein de l'Avant-garde prolétarienne de notre pays.

Le rôle de l'Humanité-Rouge, de sa ligne idéologique, politique et organisationnelle, de chacun de ses militants, a été décisif. Il a permis aux militants de la G.R. de se rendre compte de la nature des ragots et calomnies que répand l'ennemi de classe en qualifiant l'H.R. de sectaire, de dogmatique, etc. Le processus «unité-critique-unité» qui a été mené à bien avec la G.R. l'a été sous la direction de l'Humanité-Rouge.

Tout en montrant la plus grande vigilance vis-à-vis de la poignée de ceux qui essayaient d'empêcher le processus de ralliement et faisaient ainsi le jeu du révisionnisme et du social-impérialisme, les camarades de l'Humanité-Rouge ont toujours développé un esprit d'unité, luttant contre tout sectarisme et dogmatisme vis-à-vis des militants sincères de la G.R., trompés pendant un certain temps, mais qui désiraient honnêtement se mettre sur les positions idéologiques et politiques du prolétariat.

#### ECOUTEZ LES RADIOS REVOLUTIONNAIRES

### PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

### TIRANA

## RENAULT-LE MANS

### Sur pression révisionniste un travailleur exclu de la CFDT

Un travailleur de l'usine Renault-Le Mans connu pour son accord avec la ligne politique des communistes marxistes-léninistes de France, vient d'être exclu de la CFDT, sur décision d'une partie du conseil syndical (16 membres sur 36 ont curieusement été «oubliés» dans les convocations).

On lui reproche d'avoir participé au comité de soutien aux ouvriers de Bretoncelles (alors que la CFDT y est majoritaire !) ainsi que la transmission d'«information» émanant de la section de l'usine, alors que celles-ci étaient déjà connues de nombreux travailleurs de l'usine.

En réalité, il s'agit d'une exclusion politique et les «arguments» avancés ne sont que des prétextes.

Le secrétaire de la section syndicale va même jusqu'à dire que l'«épuration» allait se poursuivre dans toutes les autres sections CFDT Renault-de France !

Qui cela sert-il, sinon le parti révisionniste directement ?

Du suivisme, à l'obéissance servile aux vœux des dirigeants révisionnis-

tes, il n'y a qu'un pas, et il vient d'être franchi.

C'est là encore un fait qui montre les pressions multiples qu'exercent les dirigeants révisionnistes sur les syndicats. Il y a plusieurs semaines déjà, c'était à l'EDF les pontes sociaux-fascistes qui réclamaient l'exclusion de la CFDT d'un de nos camarades, en vain. Le mois dernier, c'était un soi-disant «comité de défense» de la CFDT qui appelait publiquement par tracts à la répression contre nos camarades de Montpellier dans ces termes : «*Méfiez-vous de ces révolutionnaires... Dénoncez-les, videz-les de vos sections*», et livrait une suite de 10 noms, comme militants du PCMLF !

Qu'est-ce, sinon d'ultimes manœuvres des sociaux-fascistes extérieurs ou intérieurs, sur le syndicat pour tenter de briser le développement de l'influence et de l'action des marxistes-léninistes et des éléments avancés du prolétariat ? Pour disposer ainsi de syndicats dociles

dans leurs manœuvres «d'unification syndicale», pour encadrer la classe ouvrière et faciliter l'agression de leurs maîtres sociaux-impérialistes russes.

Leur unification syndicale qui, on le sait, à l'image du syndicat polonais ou de l'intersyndicale portugaise, n'a d'autre but que d'étouffer la lutte de classe et de faire passer leur ligne politique antiouvrière et anti-nationale.

L'exclusion arbitraire de la section CFDT Renault-Le Mans est donc grave. Elle est le résultat de la poignée d'individus qui dans ce syndicat défendent une ligne de capitulation et de soumission devant le révisionnisme et le social-impérialisme.

Les travailleurs de l'usine quant à eux ne sont pas dupes. Déjà, une pétition de soutien au camarade arbitrairement exclu tourne dans les ateliers.

Correspondant Le Mans

## SOLAMEA (Pezenas)

### NON A TOUT LICENCIEMENT

Depuis plus de deux mois les travailleurs de la Solamea sont en grève contre les licenciements et la liquidation de l'entreprise. Le patronat compte sur l'effritement de la grève pour imposer les licenciements. Face à cette intransigeance, les travailleurs ont constamment renforcé la mobilisation : occupation de l'usine, remise en marche de la production, vente du matériel produit.

Dans une région où de nombreux licenciements collectifs se sont fait sans riposte, les travailleurs de la Solamea montrent la voie à suivre, ils utilisent des formes d'organisation qui sont efficaces pour la lutte : assemblées générales, comité de grève. Ils refusent la logique capitaliste des licenciements et du chômage.

Soutenons pleinement  
leur juste lutte !

## FOYER LOU CANTOU

Visite imprévue au Conseil  
d'administration !

Le vendredi 30 mai les grévistes ainsi que des personnes du Comité de soutien, se sont rendus à la réunion du Conseil d'administration.

Visiblement très surpris par cette visite soudaine et inattendue, nos patrons de «gauche» se sont vite ressaisis, sous la houlette du conseiller général Sévés (PS) ils ont refusé de revenir sur leurs positions ; ils ont simplement levé la menace d'expulsion qui pesait sur les grévistes. Face à la pression des grévistes, ils ont préféré battre en retraite et s'enfuir de la salle.

Les travailleurs sont fermement décidés à continuer la lutte jusqu'à la réintégration de tout le personnel sans exception.

Soutien et solidarité  
avec les grévistes !

## PTT-PARIS NORD

### Les auxiliaires en lutte contre les licenciements et le révisionnisme

Mercredi 4 juin à l'annonce du licenciement d'un auxiliaire, qui est à coup sûr le premier d'une longue liste, les postiers (pratiquement tous des auxiliaires) de la «salle 21» de Paris tri Nord Landy ont opposé une riposte cinglante et immédiate qui n'a pas été du goût ni de la direction ni des «ardents défenseurs de la classe ouvrière» qui prétendent être les dirigeants révisionnistes de la CGT.

Sur le service, la grève a été votée à plus de 80 %. Mais quand nous avons mis les bonzes révisionnistes devant le fait accompli pour les contraindre à se prononcer clairement sur leur «soutien», quelle n'a pas été le désenchantement de certains travailleurs qui espéraient encore de la solidarité cégétiste. En effet, ces derniers n'ont pas hésité une seconde à faire cause commune avec les chefs pour briser dans l'œuf notre action : truquage du résultat du vote en rajoutant sur la liste des non-grévistes du personnel extérieur à notre service. Pendant

que les chefs utilisaient menaces et calomnies de leur côté, les révisionnistes ne manquaient pas non plus d'arguments : «Vous voyez vous êtes minoritaires, un auxiliaire c'est peu de chose pour la direction et puis, c'est un petit service (une trentaine de postiers). Vous commettez une erreur de jeunesse, comptez plutôt sur notre expérience...»

Après quelques heures de ces manœuvres conjointes, ils avaient réussi à nous rendre tout juste minoritaire, c'est alors que nous avons dû changer de tactique pour renforcer notre unité face aux révisionnistes et à la direction. Nous avons porté, avec l'appui de tout le personnel, une motion le jeudi 5 à la direction. Cette action ouvertement combattue par tous nos ennemis de classe n'en a pas moins fait reculer d'un pas la direction qui a été contrainte à un «réexamen du cas» ; ce qui est encore loin d'une victoire et c'est pourquoi nous renforçons notre mobilisation.

De plus pour compléter leur «soutien» les révisionnistes n'ont pas hésité à sortir un tract sur l'ensemble de la gare du Nord (sauf le service des travailleurs les plus directement concernés !) dont voici quelques extraits :

Selon ce tract nos revendications seraient les suivantes : «Les conditions de travail, le commandement, la prime de suggestion, les menaces de sanctions».

Alors qu'en ce moment notre lutte est essentiellement axée sur la réintégration dans son poste de notre camarade licencié, les révisionnistes relèguent en quatrième position cette revendication en la déformant car il ne s'agit nullement d'une menace mais bien d'une décision officielle, et pas de n'importe quelle sanction mais d'un licenciement.

Ils précisent plus loin que notre camarade est «sur le point d'être licencié», ce qui est faux et démobilisateur. De plus c'est notre action qui a imposé le recul de cette décision. Action qui ne s'est pas seulement concrétisée comme le prétend encore ce tract sous forme de «pétition et réunion» mais surtout par un départ en grève (décidé par nous-mêmes sur le principe «il faut compter sur ses propres forces») qui a viré en débrayage à cause du sabotage révisionniste. Ces traîtres ont encore le culot de conclure par : «Que ces camarades soient assurés de tout notre soutien ! et de nous conseiller sans aucun complexe : «Pour imposer la satisfaction de vos revendications, restez mobilisés et confiants !»

La nature de l'«aide» révisionniste étant ce qu'elle est (!) nous appelons tous les travailleurs sincères à la rejeter et à nous soutenir dans notre difficile et juste lutte.

Correspondant H.R.

Correspondant H.R.

## SUCCEs DU MEETING DE L'HUMANITE ROUGE A MONTPELIER

Le 6 juin, les communistes marxistes-léninistes de Montpellier ont rassemblé une centaine de personnes en organisant un meeting placé sous le signe de la liaison de la lutte pour les revendications immédiates des travailleurs de la région à la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

Trois interventions ont été prononcées. L'une sur la question du chômage et de la lutte contre tout licenciement à laquelle s'opposent les révisionnistes. Une autre sur la question du syndicat unique à la portugaise que veulent imposer les

directions révisionnistes du P.C.F et de la CGT. Et la dernière sur la situation internationale caractérisée par l'imminence d'une agression sociale-impérialiste, facilitée par le travail de trahison nationale que fait le P.C.F ; et sur les tâches qui en découlent pour les marxistes-léninistes, et notamment celle d'édifier en France la composante du Front uni mondial anti-impérialiste et anti-hégémoniste.

Un message du Comité de parti de Montpellier du Parti communiste marxiste-léniniste de France a été lu. Il a salué et tiré les leçons de la lutte exemplaire que mènent les travailleurs du Foyer Lou Cantou contre les

licenciements, ainsi que celle des travailleurs de Solamea. Il a dénoncé de façon incisive tous ceux qui à l'instar des dirigeants révisionnistes du P.C.F et de la CGT s'acharnent contre le PCMLF.

Un débat très animé, voyant l'intervention de nombreux ouvriers, a clôturé la soirée. Soutenant puissamment tous les travailleurs de la région qui ont engagé des luttes dures contre le chômage, contre la bourgeoisie qui veut faire retomber sur leurs épaules le poids de la crise, ce meeting a connu un grand succès.

## UNE PREMIERE : L'EXPLOSION SOUTERRAINE D'UNE BOMBE ATOMIQUE FRANCAISE

Lundi matin, le ministère de la Défense a rendu public le communiqué suivant : « La France a procédé le 5 juin à 19 h 15 (heure de Paris) sur l'atoll de Fangataufa, à une expérience nucléaire souterraine. Celle-ci s'est déroulée conformément aux prévisions tant en ce qui concerne les délais techniques que le respect des normes de sécurité. »

Cette explosion appelle plusieurs remarques de notre part. En premier lieu, sous la pression des pays du tiers monde, et particulièrement en l'occurrence, les pays de l'Océan Pacifique comme la Nouvelle-Zélande, la France est obligée de respecter certaines dispositions du traité international en vigueur sur les explosions thermonucléaires. Ce n'est pas de gaieté de cœur mais bel et bien contrainte qu'elle a dû abandonner ses essais nucléaires dans l'atmosphère et procéder à un essai souterrain malgré son coût plus élevé. C'est une bonne chose. Cependant, et c'est notre seconde remarque, la bourgeoisie française se comporte en puissance colonialiste en continuant à effectuer ses expériences hors du territoire national. C'est là par contre une chose qui n'est pas admissible, contre laquelle le premier ministre australien, Gough Whitman, a d'ailleurs élevé une vigoureuse protestation.

Un autre aspect du problème doit être noté. Cette première explosion souterraine est la preuve de réels progrès scientifiques et techniques en matière d'armement atomique. Son succès sanctionne les efforts importants consentis par la bourgeoisie pour se doter d'armes qu'elle considère efficaces. Elle manifeste donc sa volonté positive de s'opposer concrètement, dans les faits, aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances. Il reste qu'en matière de défense nationale, ce ne sont

pas les intentions mais les forces armées qui comptent.

Or, nous estimons que les efforts fournis par la bourgeoisie pour renforcer la défense nationale ne sont pas orientés dans la bonne direction. Aujourd'hui, et depuis plusieurs années, la bourgeoisie table de façon exclusive sur la bombe atomique. Nous pensons pour notre part que la voie de la résistance à l'agression sociale-impérialiste n'est pas celle-là. Il apparaît en effet clairement, d'ores et déjà, que la bombe atomique, à qui la bourgeoisie attribue des fonctions de dissuasion décisives, sera totalement inutilisable et inefficace dans certaines conditions. La dissuasion ne peut intervenir que pour dissuader le social-impérialisme d'envahir notre pays. Mais il est d'autres formes d'agression qu'il ne faut pas exclure. Ainsi, il n'est pas impossible que le social-impérialisme commence son aventure militaire par une invasion et une occupation de tous les pays d'Europe, moins, dans un premier temps, la France. Il n'est pas exclu non plus que l'agression sociale-impérialiste contre la France prenne, d'abord, la forme d'un blocus maritime, visant à asphyxier économiquement notre pays. D'autres formes sont encore envisageables. Dans tous ces cas, la bombe atomique ne permettra pas de riposter, dès le début, à l'agression sociale-impérialiste.

En vérité, la riposte immédiate au social-impérialisme, dès le début de son agression militaire contre l'Europe, riposte immédiate nécessaire si nous voulons réellement défendre l'indépendance nationale de la France, devra être celle unie de tous les pays et de tous les peuples d'Europe. Si elle veut être efficace, elle devra être fondée principalement sur la résistance populaire, non sur les facteurs matériels, et encore moins sur la seule bombe atomique.

## ASSOCIATION DES MAROCAINS EN FRANCE

### LA POLICE PERQUISITIONNNE

Récemment, Giscard s'est rendu en visite officielle au Maroc. Le caractère principal de ce voyage a été de servir les intérêts du front uni mondial anti-impérialiste et anti-hégémonique dans la mesure où il a permis de resserrer les liens entre deux pays, l'un du tiers monde et l'autre du second monde, qui sont riverains de la Méditerranée, cette mer transformée par les deux superpuissances en véritable poudrière.

Le rapprochement entre les pays et les peuples du Maroc et de France constitue un fait positif. Mais nous nous posons des questions sur la volonté de la bourgeoisie de procéder effectivement à un tel rapprochement. C'est que, en effet, dans l'attitude de la bourgeoisie nous relevons de nombreuses et d'importantes contradictions. D'un côté le voyage de Giscard au Maroc est une bonne chose. Mais de l'autre, la répression dont sont victimes les travailleurs marocains immigrés en France n'est-elle pas incompatible avec tout rapprochement ?

Un exemple. Il y a quelques jours, la police est allée perquisitionner les locaux parisiens de l'Association des Marocains en France. Toutes les personnes présentes au moment de l'intervention se sont vu contrôler

leur identité. Dans un communiqué, l'AMF, qui regroupe de nombreux travailleurs marocains immigrés, a dénoncé « cette atteinte aux libertés d'expression et d'association des travailleurs immigrés ».

Pour notre part, nous estimons que survenant au moment même où de nombreux ouvriers marocains mènent dans l'unité avec les travailleurs français des luttes revendicatives, comme à Chaousson, ou à l'usine de Clichy des Câbles de Lyon, cette perquisition et cette vérification d'identité manifestent la crainte de la bourgeoisie devant la volonté grandissante de lutte des travailleurs marocains et devant le renforcement de leur unité avec la classe ouvrière française.

Et nous estimons, d'autre part, qu'en renforçant son oppression sur les travailleurs marocains, pour les maintenir sous le joug de l'exploitation capitaliste, la bourgeoisie œuvre dans un sens diamétralement opposé au rapprochement sur un pied d'égalité de notre pays avec les pays arabes et plus généralement avec le tiers monde, dans un sens opposé au renforcement du front uni mondial anti-impérialiste et anti-hégémonique.

## A LA FETE DE LA FEDERATION D'ILLE-ET-VILAINE

### Les révisionnistes dans l'embarras

Chaque année la Fédération de l'Ille-et-Vilaine du parti de Leroy-Marchais organise, sous le patronage de la Société Ricard, une fête champêtre. Cela permet de remplir les caisses du « parti », tout en renforçant la propagande révisionniste sur « l'unité contre Giscard ». Dans cette ambiance de buvette et de musique pop, il n'y a évidemment pas de place pour un quelconque soutien aux luttes ouvrières et populaires.

Cette année, les organisations locales du Parti communiste marxiste-léniniste de France ont provoqué l'hystérie des révisionnistes. Des bombages signés du PCMLF avaient été faits la veille au soir à l'entrée de la fête : « Non au révisionnisme ! », « Non aux superpuissances ! »

Le lendemain, venus distribuer des tracts à l'entrée de la fête, les camarades de « l'Humanité-Rouge » ont dû faire face à un service d'ordre renforcé et rendu nerveux par ces justes inscriptions. Ayant déversé les pires raquets sur le compte de nos camarades, et ayant particulièrement excité leurs J.C. contre « l'Humanité-Rouge », les dirigeants révisionnis-

tes ont eu toutes les peines du monde à retenir leur service d'ordre. Pourtant, ils ne pouvaient pas étaler au grand jour leur véritable nature, ils ne pouvaient pas nous agresser publiquement. Quel effet une telle agression aurait-elle pu avoir au moment même ou Chambaz, membre du Comité central du P.C.F., vantait « l'attachement du parti communiste aux libertés », et affirmait sans ciller : « le parti communiste est le seul en France à n'avoir jamais levé la main contre la liberté des travailleurs, du peuple, de la nation » ?

Les révisionnistes pouvaient d'autant moins intervenir qu'ils savaient qu'un journaliste de « Ouest-France » était sur les lieux. Cela n'aura servi à rien, puisque ce journal dans son édition de Rennes du 9 juin relate les faits sous le titre « Une protestation des marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge » » et rapporte que : « Dans un communiqué, les marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge » s'élèvent contre l'attitude des militants du PC qui, disent-ils, est "en contradiction flagrante avec la déclaration sur les libertés sur laquelle il fait "grand tapage" »

## A propos du mouvement des prostituées (\*)

Non à la répression policière contre les prostituées, et non à la prostitution voilà notre point de vue. Développement de la prostitution et répression contre les prostituées voilà la ligne de conduite de la bourgeoisie.

Est-il besoin de rappeler que les causes de la prostitution ce sont la misère et le chômage qui frappent la classe ouvrière et les autres couches populaires ainsi que sur le plan idéologique le concept de la femme-objet ou de la femme esclave ? Car la femme n'est-elle pas dans beau-coup de cas même pas une esclave salariée mais une esclave tout court ?

C'est pourquoi lorsqu'elles répriment les prostituées les autorités bour-

geoises se donnent bonne conscience.

Cependant dénoncer l'emprisonnement des prostituées sans dénoncer la prostitution et sans souligner que seul le socialisme supprimera cette forme des plus odieuses de l'esclavage des femmes, c'est une révolte sans lendemain. Et si l'on associe ça à la « légalisation de la prostitution, travail comme un autre », c'est franchement réactionnaire. Certains hommes politiques bourgeois y pensent déjà... Sans parler des souteneurs. N'ont-ils placé aucun espoir dans le mouvement actuel ? Il est difficile d'y croire !

(\*) Communiqué envoyé par notre journal au journal « Libération », à sa demande, le 9 juin 1975.

## SOUSCRIPTION

Le montant de la souscription dans la journée du 9 juin a été de 2 791,60 F. Ce qui a porté le total général de la souscription à 112 623,13 F mardi 10 juin au matin.

L'effort qui a été fait montre qu'il est possible de redresser la barre en matière de souscription.

Allons de l'avant, camarades ! Souscrivons, osons faire souscrire autour de nous, abonnons-nous et plaçons de nouveaux abonnements !

La bataille de « l'Humanité rouge » quotidienne est une grande bataille, c'est tout ensemble, que, à coup sûr, nous remporterons la victoire !

## RECTIFICATIF

A propos de l'article sur la Maison départementale de Nanterre (H.R. No 276), notre correspondant nous fait savoir que des erreurs ont été commises dues à des incompréhensions de notre part.

— « Les hébergés de la Maison de Nanterre sont pour la plupart des Français et non des immigrés. Si nous avons employé le terme « raciste » pour caractériser les sociaux-fascistes c'est par pure analogie.

Nous pensons donc que le dessin n'est pas à sa place, et que au lieu de la phrase « pour ce qui est des travailleurs immigrés, leur choix est fait » (3ème paragraphe, deuxième colonne) il faut lire « comme pour les travailleurs immigrés, ils ont choisi. »

— « Au lieu de « lorsqu'un des révisionnistes » (3ème colonne, 4ème paragraphe), il faut lire « lorsqu'un d'entre eux à la tribune même » car il s'agit d'un membre du comité d'action dont le comportement est celui d'un ami et non d'un ennemi. »

à paraître prochainement : FEMMES dans le COMBAT N.1

Passez vos commandes : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02

CCP 30 226 72 La Source